

AI Index: PRE 01/477/2009
23 October 2009

L'Union européenne ne doit pas abandonner ceux qui luttent pour la justice en Ouzbékistan

Bruxelles - Les homicides dont ont été victimes des centaines de personnes à Andijan ne doivent pas sombrer dans l'oubli, a déclaré Amnesty International au moment où les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne (UE) s'appêtent à lever l'embargo sur les armes dont fait l'objet actuellement l'Ouzbékistan.

Dans une lettre (disponible sur www.amnesty-eu.org), Amnesty International a rappelé aux ministres des Affaires étrangères de l'UE que cet embargo avait été établi en réaction directe aux homicides dont avaient été victimes des centaines de civils à Andijan en mai 2005. L'organisation a également rappelé aux ministres que la demande d'ouverture d'une enquête internationale indépendante sur ces événements formulée par l'UE était restée sans effet.

« Lever l'embargo sans qu'une enquête ait été menée reviendrait pour l'Union européenne à tourner en dérision ses propres demandes et mettrait fin à la seule forme de pression internationale exercée à l'heure actuelle sur l'Ouzbékistan, a déclaré Natalia Alonso, directrice par intérim du Bureau européen d'Amnesty International. Les ministres des Affaires étrangères devraient mettre de côté leurs intérêts nationaux et prendre en compte les répercussions qu'aurait une telle décision sur la cohérence de la politique étrangère et relative aux droits humains de l'Union européenne. »

Exercer des pressions sur l'Ouzbékistan à propos des événements de 2005 est indispensable non seulement pour que la justice soit rendue mais aussi parce que des dizaines de défenseurs des droits humains et de journalistes continuent d'être persécutés en relation directe avec ce qui s'est passé à Andijan. Amnesty International suit le cas de plusieurs personnes qui ont été harcelées, torturées et détenues par les autorités et qui ont besoin d'un soutien international. (Voir le document d'information à ce sujet sur www.amnesty-eu.org.)

« La question d'Andijan n'est pas quelque chose du passé, elle est directement liée à une partie non négligeable de ce qui se passe aujourd'hui en Ouzbékistan, a ajouté Natalia Alonso. En faisant l'impasse sur ce point, l'Union européenne trahirait non seulement les victimes et leurs proches mais aussi ceux qui continuent de lutter en faveur de la justice et des droits humains en Ouzbékistan. »

En octobre 2008, la levée des autres sanctions imposées à l'Ouzbékistan avait déjà considérablement réduit le poids que pouvait avoir la demande d'enquête formulée par l'UE. En outre, les critères établis par l'UE en 2007 pour l'évaluation de la situation des droits humains en Ouzbékistan n'ont fait apparaître aucun progrès.

En effet, quatre défenseurs des droits humains ont été condamnés rien qu'au cours de l'année qui vient de s'écouler, et dix autres purgent toujours de longues peines d'emprisonnement. Par ailleurs, les observateurs internationaux, y compris ceux de la Croix-Rouge internationale et des Nations unies, ne bénéficient toujours pas d'un plein accès en Ouzbékistan.

Amnesty International appelle donc l'UE à prendre en considération toutes les implications du réexamen, lundi 26 octobre, de l'embargo sur les armes dont fait l'objet l'Ouzbékistan, en s'interrogeant en particulier sur l'impact de ce réexamen sur la crédibilité de l'UE vis-à-vis de ses partenaires d'Asie centrale.

Complément d'information

Le 13 mai 2005, les forces de sécurité ouzbèkes ont tiré aveuglement sur des manifestants qui s'étaient réunis à Andijan, dans l'est de l'Ouzbékistan, pour protester contre des mesures gouvernementales répressives et la pauvreté. Plusieurs centaines de personnes soupçonnées d'avoir participé aux manifestations avaient été arrêtées et un grand nombre d'entre elles auraient été victimes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements. Des centaines de personnes ont fui au Kirghizistan, pays voisin, pour y chercher refuge. Des dizaines de manifestants ont été jugés et condamnés à l'issue de procès contraires aux normes internationales d'équité.

Les autorités ont systématiquement rejeté les appels en faveur de l'ouverture d'une enquête internationale sur les événements d'Andijan, en insistant sur le fait que les discussions ayant eu lieu à deux reprises, en décembre 2006 et en avril 2007, avec des experts, sous les auspices de l'Union européenne, avaient valeur d'enquête internationale. Amnesty International s'était félicitée de ces rencontres, mais elle considère qu'une telle initiative ne peut se substituer à la tenue d'une enquête internationale indépendante sur ce qui s'est passé à Andijan en 2005.